

COURRIER DES PENSIONNÉS

CGT = ÉNERGIE 87



Bulletin trimestriel n° 45

SOMMAIRE

Service Public en Danger...page 02

Projet Hercule... page 03

Consultation Citoyenne et Dates à Retenir... page 04



EDITO: Ensemble on est plus fort!

« C'est bien ce que vous faites. Continuez ». Combien de fois n'avons-nous pas entendu cette réflexion dans nos rencontres avec des collègues ou sur les marchés quand nous distribuons un tract ?

Bien sûr, ces encouragements sont toujours bons à entendre mais est-ce qu'ils seront suffisants pour faire plier le monde de la finance et son représentant, le gouvernement Macron ? De toute évidence NON.

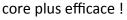
Il va falloir que nous nous y mettions tous et si on s'y met tous, on peut gagner tout ou partie de nos revendications.

Déjà le gouvernement a reculé sur les toutes petites retraites. Baisse de la CSG, légère augmentation des retraites, etc.... Ces mesures sont largement insuffisantes et en plus ne concernent que les retraités en dessous de 2000 €, comme si 2000 € constituait le seuil de la richesse !! Ces mesures ont un inconvénient ma-

jeur : elles sont faites pour diviser les retraités. Cependant, les français ne sont pas dupes et se mobilisent de plus en plus souvent sous diverses formes.

Les mobilisations sur les retraites ne faiblissent pas, le projet Hercule est largement rejeté par le personnel et les retraités, les soignants, les pompiers, la Poste, les UBER, la SNCF, les enseignants et de multiples secteurs sont dans l'action. Toutes ces luttes contribuent à amplifier le rapport de force et à mettre patronat et gouvernement sur la défensive. Encore plus fort et nous pourrons non seulement endiguer les reculs, mais partir à la conquête de nouveaux droits, d'avancées sociales pour que tous nous vivions mieux.

Alors, oui, ce que nous faisons c'est bien, mais ce que nous ferons tous ensemble ce sera en-



SERVICES PUBLICS DE PROXIMITE : ça craque de partout !

Demain quel service public pour les usagers ?

Les usagers sont attachés à un service public de proximité notamment les retraités

Voici quelques exemples concrets de la casse du service public menée par le gouvernement sur notre département.

HÔPITAL: les services des Urgences sont en grève depuis le 12 juin (9 urgentistes à Amboise pour 11 postes prévus, ce nombre de 11 étant jugé insuffisant par les grévistes). Également manque de personnel dans les autres services de l'Hôpital et dans les EHPAD. Des salaires au rabais par rapport à la charge de travail. Reste à charge trop élevé pour les familles

Les POMPIERS toujours en grève intersyndicale depuis le 26 juin (Manque de personnel).

Projet de fermeture des centre des IMPOTS. Les

usagers du rural devront se rendre au seul guichet qui restera sur le 37 à CHI-NON pour avoir une information.

La POSTE modifie des tournées qui entraînent une désorganisation et beaucoup de retard dans la distribution du courrier avec en prime la fermeture de nombreux bureaux de poste dans les communes rurales, transfert dans les commerces qui eux mêmes disparaissent.

La SNCF fermeture de guichets d'accueil dans les gares (Suite à la réforme de la SNCF, certaines lignes qui passent en

Touraine risque d'être privatisées). Problème de maintenance et de Sécurité.

Eau potable et Assainissement fin de la compétence obligatoire des communes Transfert de délégation de services publics vers des régies au niveau des communautés de communes (VEOLIA par exemple) ce qui entraînent des augmentations des tarifs pour les usagers.

ENEDIS et EDF: fermeture des agences ENEDIS

d'Amboise pour la mi-novembre et Descartes programmée en 2020, plus aucun accueil EDF particuliers sur le département comme Engie pour le Gaz. L'ouverture à la concurrence vendue à l'époque

pour faire baisser les prix à échouer : depuis 10 ans Electricité+37% Gaz +67%, auquel il



faut rajouter pour l'Electricité +5,9% au 1er juin et +1,23% au 1er Août. Prévision d'une augmentation 3 à 4 % au 1er janvier 2020 !

Pour information, au niveau national 12 millions de personnes n'ont plus de distributeur de billets dans leur commune et doivent rouler 15 minutes en moyenne pour aller retirer du liquide car il n'y a plus de commerces de proximité dans leurs communes Rurales!

La solution n'est pas la création de Maisons de Services Publics dans les communautés de communes ni dans les projets de Maison "France Service" qui

seront tenue par **des supers agents** devant connaître une dizaine de métiers différents (**mission impossible**).

Ce n'est pas non plus, le Visio-guichet ou une borne d'information qui vont satisfaire les usagers!

Mettre tous les services publics sous un même toit est un tour de passe-passe pour faire payer aux collectivités locales la réorganisation des services publics et son désengagement.

Les élus de Communautés de communes et aussi ceux du niveau départemental ont voté récemment des motions indi-

quant qu'il s'agissait d'un affaiblissement et un éloignement du service public d'état.

La CGT demande le rétablissement des services publics de proximité (Poste, trésorerie, centre des impôts, centre de soins, foyers logements, maisons de retraites....). le numérique ne doit pas être utilisé pour supprimer des emplois et des services !
Bien au contraire il devrait en créer...



Sauvons EDF du Bradage

Le gouvernement souhaite découper EDF et ouvrir au privé le capital d'Enedis, les activités commerciales, outre-Mer et Corse, services et renouvelables d'EDF. Les élus du CCE (CGT, CFE CGC, CFDT, FO) estiment urgent de mettre fin à cette fuite en avant mortifère pour le service public :

En 10 ans, le prix de l'électricité a augmenté de 30%, sous l'effet de la fiscalité, et la hausse des prix à la bourse.

EDF et l'Etat ont mal utilisé l'argent du service public : en 15 ans, 23 milliards d'euros de dividendes, 15 milliards d'acquisitions à l'international, 10 milliards de subvention indirecte par EDF, à ses propres concurrents, imposée par la loi.

Absence de vision industrielle : quel renouvellement du parc nucléaire ? Quid de la privatisation des concessions hydrauliques ? Quelle reconversion du parc charbon pour émettre moins de CO2 ?

Malgré ces constats alarmants, le gouvernement veut privatiser les activités à rentabilité immédiate et les séparer de celles dont le retour sur investissement est plus long. Un projet construit par et pour les marchés financiers. Il n'apportera ni amélioration du service public, ni baisse des tarifs. Au contraire!

Après Alstom, Engie, et le risque de privatisation d'Aéroports de Paris, le CCE appelle les citoyens et les élus à se saisir de l'avenir d'EDF et ne pas laisser les marchés financiers décider de l'avenir de nos services publics.

Une pétition est en cours, vous pouvez la signer sur le lien Internet, suivant:

http://www.fnme-cgt.fr/index.php/petitions/ensemble-exigeons-le-retrait-pur-et-simple-du-projet-de-scission-d-edf-hercule

Pour lutter contre le projet « Hercule », la CGT a appelé et appellera les salariés du groupe à la MOBILISATION de ses forces.

Diviser pour mieux engranger des milliards d'euros en privatisant toujours plus une activité essentielle

au pays, c'est l'esprit du projet « Hercule », annoncé le 20 juin par le PDG Jean-Bernard Levy.

Il s'agit d'une opération hautement financière : l'idée est d'isoler la partie risquée, c'est-à-dire le nucléaire, du reste des activités d'EDF...« Aujourd'hui tous les financiers se mettent sur les énergies nouvelles car elles bénéficient de contrats subventionnés sur des dizaines d'années, où le prix est garanti »...

EDF sera donc divisé en deux entités : « EDF Bleu », qui regroupera la production pilotable d'électricité (nucléaire, hydraulique...) et « EDF Vert », qui regroupera les activités les plus rémunératrices, à savoir Enedis, EDF renouvelables, la direction commerce d'EDF... qui seront privatisées à hauteur de 35 %.

Aucune logique industrielle dans ce découpage qui éradiquerait toute synergie entre ces deux entreprises, mais bien une logique financière : diviser pour mieux engranger des milliards d'euros ET emplir les poches de l'État à très court terme.



Pour les salariés, le projet « Hercule » met en danger leurs emplois, menacés par l'externalisation de certaines activités, et le statut des IEG

(industries électriques gazières).

Le statut des IEG est le ciment des garanties collectives des salariés et les protège du dumping social qui se profile avec la libéralisation du marché de l'énergie. « C'est exactement ce que fait Engie aujourd'hui, il sous-traite tous les services qui étaient en interne, parfois en France ou en Afrique du Nord. C'est par exemple le cas pour la relation client. Ce dumping social va toucher l'ensemble d'EDF »...



Consultation Citoyenne ADP*, un espoir de Démocratie....

*ADP, Aéroport de Paris

L'enjeu de ce référendum porte sur une proposition de loi visant à « Affirmer le caractère de service public national de l'exploitation des aérodromes de Paris ». Il réside aussi et surtout dans une exigence de plus de démocratie, dans la capacité des citoyennes et citoyens à décider du devenir des biens et richesses de la nation, ce qui n'a pas été le cas, par exemple, lors des privatisations des autoroutes...

La mobilisation monte en puissance.

Pour que le référendum ait lieu, il faut 4 millions de soutiens:

https://www.referendum.interieur.gouv.fr/soutien/etape-1

Cela prend 5 minutes. Les premiers résultats de la campagne de mobilisation montrent que l'objectif est atteignable.

Si vous rencontrez des difficultés, vous trouverez de l'aide sur le site de l'association: https://referendum-



adp.fr/

Suivez la progression des soutiens sur le site: https://www.adprip.fr/

Si vous n'avez pas internet, vous pouvez voir avec un proche, un ami ou un voisin qui vous fera partager une entrée internet sur le site. Il vous faudra vous munir de votre Carte d'Identité pour valider votre voix....

Après le 19/09 et le17/10, voici quelques dates à retenir sur vos Agendas...Réunion reprises de cartes:

- à Loches le mercredi 15 janvier 2020 le matin RDV 9h30 Agence ENEDIS
- à Chinon le mercredi 22 janvier 2020 le matin RDV 9h30 salle Ginette Bertorelle(foyer des personnes âgées)
- à Tours le mardi 28 janvier 2020 le matin RDV 9h30 salle CMCAS site de Stendhal
- à Amboise le jeudi 30 janvier 2020 Local UL CGT Amboise à l'entrée de l'Hôpital

JEUDI 5 DECEMBRE ACTION INTERSYNDICALE ET INTERPRO contre le projet Hercule et la réforme des retraites... (météo probable, température très chaude dû au changement de climat Social, celle-ci a encore augmenté de plusieurs degrés).



Les membres du Conseil syn-

Alain **AVERTIN** Marie-Angèle **DOUSSOT**

Patrick **FRESNE**

Pascal **GIROLET**

Pierre-Yves **LEBRETON**

Christian ROBICHON

Pierre-Marie ROBIN

François ROTA-SCORLASETTI

Bernard **ROZE**

Christian SEISEN

Claudine VILLIERS

Laurent **BEAUFRERE**

Jacques VILZ

Pascal **BONNEFEMNE**

Directeur de la publication :

Sophie **HERVE**

Conception: COLLECTIVE

n° CPPAP 0115 S 06981 Dépôt légal 31 août 2007 -ISSN: 1967-5348 Imprimerie syndicat CGT 91 rue Fromentel 37204 TOURS Cedex 3 Tél :02 47 48 58 59/02 47 48 53.09

Fax: 02 47 66 33 58

Courriel:

egst.cgt@laposte.net

Coupon de contact et de syndicalisation

Coupon à renvoyer à :

Syndicat CGT Energies Touraine 91 rue Fromentel 37204 TOURS Cedex 3

Tél: 02 47 48 58 59 / 02 47 48 53 09

Fax: 02 47 66 33 58

Courriel: egst.cgt@laposte.net

le souhaite : 2 prendre contact 2 me syndiquer
Precevoir régulièrement des informations CGT
Nom-Prénom
Adresse
Mail :@
Γél:/Port: